

# Trop lourds pour nous alimenter : un bref compte-rendu

Les fusions-acquisitions et la concentration du pouvoir au sein du secteur agroindustriel : comment les firmes qui dominent le marché sont devenues trop lourdes, trop pesantes pour pouvoir alimenter l'Humanité de façon durable?



Ce compte-rendu **Trop lourd pour nous alimenter** a été élaboré par le Groupe ETC, en collaboration avec l'IPES-Food (Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables). Il résume le rapport *Too Big to Feed* publié par l'IPES-Food en octobre 2017, qui propose des informations supplémentaires et une analyse plus détaillée de l'impact des acquisitions dans le secteur agroalimentaire.

La production et l'impression du présent document a bénéficié du soutien de MISEREOR (<https://www.misereor.org/>) et de Pain pour le monde (*Bread for the World*, <http://www.bread.org/>).

Le rapport complet est disponible sur internet à l'adresse suivante :  
[http://www.ipes-food.org/images/Reports/Concentration\\_FullReport.pdf](http://www.ipes-food.org/images/Reports/Concentration_FullReport.pdf)

### A propos des auteurs

Le Groupe ETC œuvre à aborder les problèmes socio-économiques et écologiques liés aux nouvelles technologies qui affectent les populations les plus vulnérables au monde. Nous travaillons sur l'érosion écologique, y compris celle des cultures et des droits humains; sur le développement de nouvelles technologies (en particulier les technologies agricoles mais aussi celles de séquençage du génome et de la matière) ; nous suivons également de près les questions de gouvernance internationale, et notamment le contrôle exercé par les entreprises et la concentration des technologies. Nous opérons tant au niveau mondial que régional et travaillons en étroite collaboration avec des organisations de la société civile (OSC) et les mouvements sociaux, en particulier en Afrique, en Asie et en Amérique Latine.  
[www.etcgroup.org](http://www.etcgroup.org)

L'IPES-Food (Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables) est une initiative transdisciplinaire qui vise depuis 2015 à informer le débat politique sur la réforme des systèmes alimentaires grâce à des recherches qui s'appuient sur des données probantes et à un engagement direct au sein des processus politiques dans le monde entier. Il rassemble plusieurs disciplines et types de connaissances et de savoirs, que ce soit ceux des scientifiques de l'environnement, des économistes du développement, des juristes, des nutritionnistes, des agronomes, des sociologues, ainsi que de représentants expérimentés de la société civile et des mouvements sociaux. L'IPES-Food est co-présidé par Olivier de Schutter, ancien rapporteur spécial de l'ONU sur le droit à l'alimentation et Olivia Yambi, nutritionniste et ancienne représentante de l'UNICEF au Kenya.  
<http://www.ipes-food.org/>

Avec le soutien de Bread for the World et Misereor  
Illustration originale par Artstory: Garth Laidlaw et Jenna Kessler  
Adaptation de la couverture et conception du livret par  
*Imágenes Orgánicas*: Atziri Carranza

# Table des matières

- 4 **Introduction**
- 5 Qu'est-ce que la concentration économique ? Comment se déroule-t-elle ?
- 7 Qu'est-ce qui motive les fusions-acquisitions ?
  
- 8 **Résumés par secteurs : A quoi ressemble la concentration économique ?**
- 9 Semences et produits agrochimiques
- 12 Engrais
- 14 Industrie du bétail et de la génétique
- 16 Produits pharmaceutiques pour animaux
- 18 Machines agricoles
- 20 Commercialisation de produits agricoles
- 22 Transformation alimentaire. Aliments et boissons
- 24 Distribution alimentaire
  
- 26 **Les conséquences de la concentration économique**
- 26 Les revenus et l'autonomie des agriculteurs diminuent
- 27 L'engagement des entreprises en termes d'innovation et de durabilité diminue
- 28 Les normes environnementales et de santé publiques se détériorent, tout comme les normes de travail
- 29 Le contrôle des entreprises sur les politiques publiques augmente fortement
  
- 30 **Recommandations**
- 30 Créer des nouvelles structures de gouvernance : un traité des Nations Unies pour le contrôle transnational de la consolidation de l'industrie l'agroalimentaire
- 31 Briser la chaîne : limiter le pouvoir excessif des multinationales
- 32 Adopter la « wide-tech » : soutenir une innovation diversifiée et décentralisée
  
- 33 **Conclusions**
  
- 34 **Notes**

## Introduction

Les gouvernements nationaux, les organisations intergouvernementales et la société civile doivent évaluer de toute urgence la façon dont la concentration dans le secteur agroalimentaire affecte les agriculteurs, la sécurité alimentaire, la nutrition et la durabilité. Il y a déjà longtemps que les entreprises agricoles s'associent entre elles, mais la concentration économique a rapidement augmenté depuis les années 1980. Les fusions-acquisitions ont atteint, à tous les niveaux de la chaîne agroalimentaire, de nouveaux sommets en 2015, plongeant l'alimentation et l'agriculture mondiales dans une nouvelle ère d'incertitudes.

Selon les théories économiques classiques, les fusions-acquisitions sont une étape normale de l'évolution des entreprises qui leur permet de devenir plus efficaces en associant leurs ressources. Des entreprises telles que Monsanto et DuPont prétendent par exemple que lorsqu'elles regroupent les capitaux dont elles ont besoin pour développer de nouvelles technologies, les fusions-acquisitions leur permettent de mieux appréhender la durabilité, le changement climatique, la croissance démographique et l'évolution de la demande des consommateurs.

Cependant, l'augmentation subite des fusions-acquisitions dans le secteur agroalimentaire représente un glissement de pouvoir au détriment des agriculteurs, des travailleurs de la chaîne alimentaire, des consommateurs et des communautés rurales, et favorisant les entreprises ; cette augmentation façonne également l'économie politique des systèmes alimentaires. Inquiet des relations de pouvoir fort inégales existant dans les systèmes alimentaires industriels, le présent rapport étudie ces fusions-acquisitions. Selon nos analyses, le système alimentaire industriel ne permet qu'à un nombre très réduit d'acteurs d'accumuler des richesses, renforçant par là-même leur pouvoir économique et politique, ainsi que leur influence sur le système agroalimentaire.

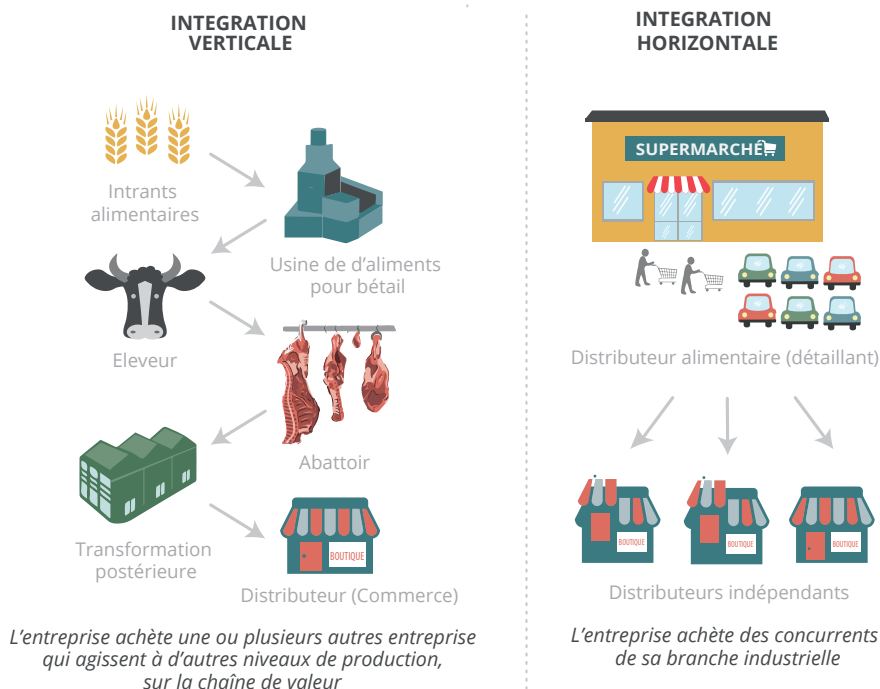
Alors que les régulateurs se penchent sur la recrudescence des fusions-acquisitions qui a actuellement lieu dans le secteur de l'agroalimentaire (et sur celles à venir), il est crucial de remettre en question la logique de concentration et les bénéfices qu'elle produit. Nous devons nous demander pourquoi ces transactions ont lieu aujourd'hui, quelles nouvelles formes la consolidation est-elle en train de prendre et quels sont les risques et les impacts d'une concentration économique accrue dans le système alimentaire.

## Qu'est-ce que la concentration économique ? Comment se déroule-t-elle ?

Le terme concentration se réfère aux parts de marché détenues par les plus grandes firmes. Même si les pourcentages varient, un marché est généralement considéré comme un oligopole — et comme ne permettant plus la concurrence — lorsque quatre entreprises contrôlent plus de 40 % du marché pour un seul secteur<sup>1</sup>. Au-delà de ces 40 %, la concentration rend l'accès au marché difficile pour les nouvelles et petites entreprises.

La concentration du marché peut se produire de plusieurs façons, mais les fusions-acquisitions très médiatisées en sont la partie la plus visible : des entreprises optent pour des fusions horizontales ou verticales qui leur permettent de contrôler une plus grosse part de marché (voir Figure 1).

FIGURE 1 • STRATÉGIES D'INTÉGRATIONS HORIZONTALE ET VERTICALE



En plus des fusions-acquisitions, il existe de nombreux autres façons — formelles et informelles —, de réaliser des concentrations économiques : les accords interentreprises, tels que les alliances stratégiques, les ententes contractuelles et les joint-ventures (ou coentreprises) sont moins visibles que les mégafusions mais constituent des moyens tout aussi efficaces de contrôler le marché<sup>2</sup>.

Les joint-ventures ressemblent aux fusions : l'objectif des entreprises est de s'allier pour se procurer certains produits et mutualiser les coûts de R&D. Ainsi, John Deere — leader mondial en matériel agricole — a conclu des coentreprises avec les six plus grosses firmes de semences et de pesticides dans le but d'étendre sa plateforme d'agriculture de précision. Ces alliances visent à permettre à une poignée d'entreprises de contrôler un large éventail d'intrants agricoles, de façon à jouer un rôle déterminant dans le choix des variétés de semences, des intrants chimiques, des techniques d'irrigation, voire même du type d'assurance-récolte auquel les paysans auront accès.

Les entreprises peuvent également chercher à établir des cartels, de manière explicite ou non, dans lesquels un groupe de firmes s'entend sur la fixation des prix, la répartition du marché et autres arrangements réciproques. Dans l'industrie des engrais, par exemple, un petit nombre d'entreprises a tranquillement établi, au cours du siècle dernier, les prix pour le secteur<sup>3</sup>. De la même façon, les multinationales semencières ont *de facto* maintenu des cartels depuis les années 1950<sup>4</sup>. Bien que les entreprises d'engrais et les négociants en matières premières soient les plus fréquemment cités dans ce contexte, tous les secteurs de la chaîne agroalimentaire sont actuellement structurés par des conditions oligopolistiques, ou l'ont récemment été.

Les marchés oligopolistiques sont moins concurrentiels et plus susceptibles de permettre des collusions et des comportements coercitifs<sup>5</sup>. Les oligopoles maintiennent leur position en créant des barrières qui empêchent les nouvelles entreprises d'entrer et en établissant à leur profit des ententes mutuelles sur les prix. Ces accords entre firmes dominantes sont plus fréquents que les cartels purs et simples et plus difficiles à identifier car les entreprises sont officiellement concurrentes et n'agissent pas explicitement en vue d'un avantage mutuel.

## Qu'est-ce qui motive les fusions-acquisitions ?

---

Dans tous les secteurs, les fusions-acquisitions sont considérées comme la façon la plus notable de survivre et de prospérer sur des marchés internationaux hautement compétitifs. Les entreprises tendent à justifier les opérations de fusions-acquisitions pour maximiser la valeur pour les actionnaires, protéger et accroître leurs parts de marché, conquérir de nouveaux marchés géographiques, acquérir de nouvelles technologies, de nouveaux services et droits de propriété intellectuelle, et contrôler les chaînes d'approvisionnement<sup>6</sup>.

Récemment, les conditions du marché sont devenues plus favorables aux activités de fusion-acquisition, avec une croissance record des marchés boursiers et de faibles taux d'intérêts qui encouragent ces transactions. Les profits réalisés par les entreprises ont augmenté en conséquence : aux Etats-Unis par exemple, leur part du revenu national a atteint son plus haut niveau depuis 1929. En comparaison, dans les économies industrialisées, la part du travail dans le revenu national est passée de 76 à 66 % depuis 1980<sup>7</sup>.

Les conditions du marché ont été particulièrement propices à la concentration économique dans le secteur agroalimentaire. Après la crise financière de 2007-2008, les investisseurs se sont précipités sur les produits agricoles — en particulier sur les terres — ce qui a fait grimper le prix des terres cultivables. Au lieu d'acheter des terres pour s'en servir directement pour la production alimentaire, ils ont acheté des biens pour diversifier leurs portefeuilles et se protéger ainsi des risques pris sur d'autres marchés financiers<sup>8</sup>.

Les économies émergentes ont ajouté une dimension nouvelle aux tendances de consolidation. Les regroupements d'entreprises dans le secteur agroalimentaire sont historiquement plus importants en Amérique du Nord et en Europe, où les marchés alimentaires et agricoles sont moins réglementés par les gouvernements nationaux. Mais en 2020, plus de la moitié de la croissance du PIB mondial devrait provenir de pays qui ne sont pas des pays du Nord ; ainsi, les firmes de l'agroalimentaire se concentrent de plus en plus sur les marchés émergents où la hausse des revenus, la croissance démographique et l'urbanisation entraînent une augmentation spectaculaire de la demande de biens de consommation, de protéines animales et d'aliments transformés<sup>9</sup>.

---

## **Résumés par secteurs :**

### **A quoi ressemble la concentration économique ?**

La concentration a lieu à tous les niveaux de la chaîne agroalimentaire : elle touche les semences, les produits agrochimiques, les engrais, l'élevage (industrie du bétail et de la génétique), les produits pharmaceutiques pour animaux et les machines agricoles. Tous les secteurs d'intrants dont les agriculteurs ont besoin pour produire des aliments (destinés aux êtres humains ou aux animaux) et/ou des combustibles connaissent une forte concentration ; par ailleurs, les liens entre ces secteurs n'ont de cesse d'augmenter. Les négociants en matières premières, les transformateurs alimentaires et les distributeurs du secteur alimentaire connaissent également des changements similaires.

Une étude réalisée en 2011 par le ministère américain de l'Agriculture (l'USDA, *US Department of Agriculture*) a analysé la concentration du marché mondial sur une période de 15 ans, de 1994 à 2009, pour les cinq plus grosses filières d'intrants agricoles : les produits agrochimiques, les semences, les produits pharmaceutiques pour animaux, l'industrie du bétail et de la génétique et les machines agricoles<sup>10</sup>. Cette étude montre qu'en 2009, les quatre plus grandes entreprises de chaque secteur représentaient plus de la moitié des ventes internationales, dépassant donc largement le seuil des 40 % qui font qu'un marché est considéré comme oligopolistique.

---

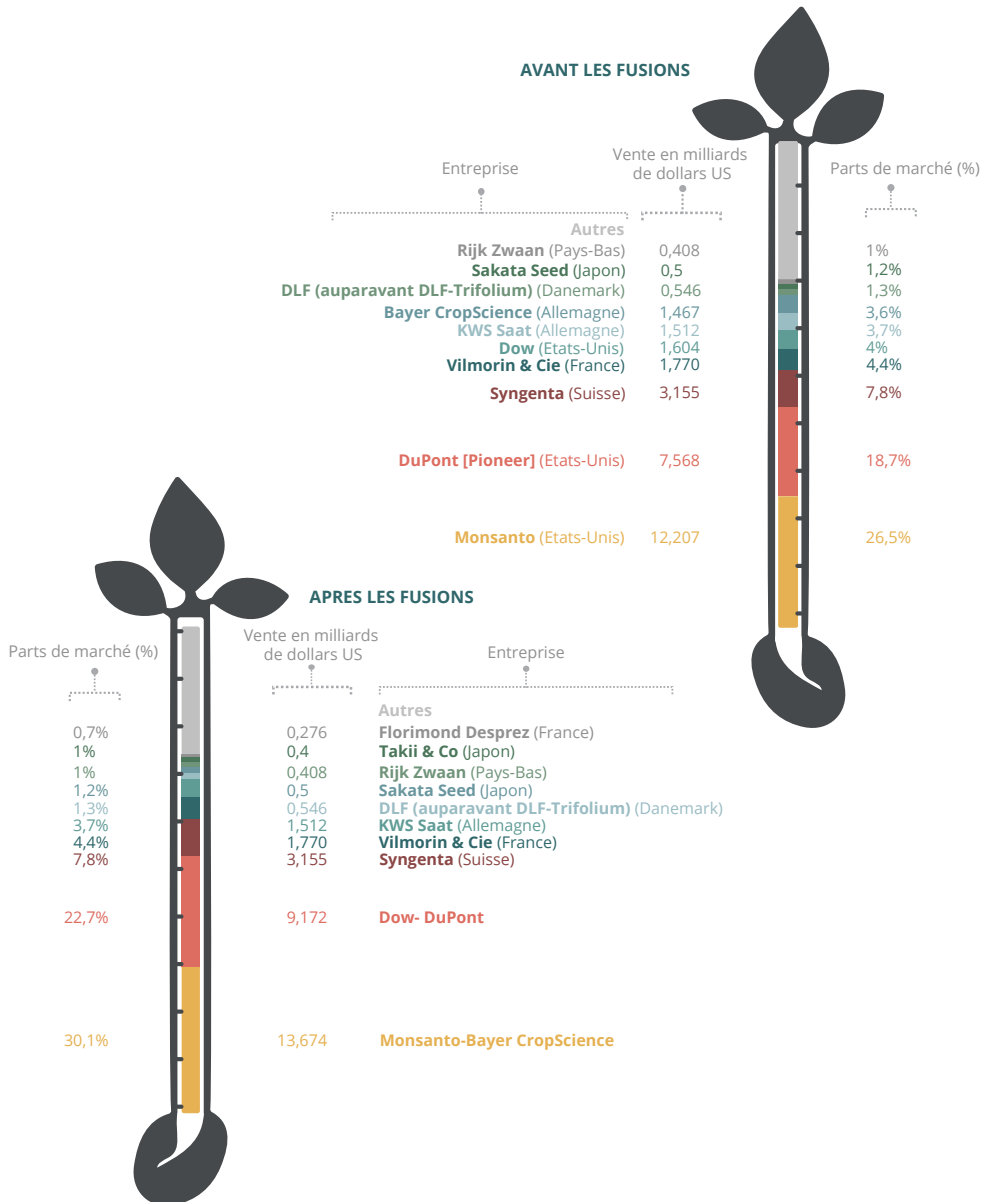


# I.1 Semences et produits agrochimiques

## ● LES 10 PLUS GROSSES ENTREPRISES SEMENCIERES, 2014

Source : Groupe ETC, 2015

L'industrie des semences vend des semences commerciales (surtout des plantes à semer à grande échelle et des légumes)

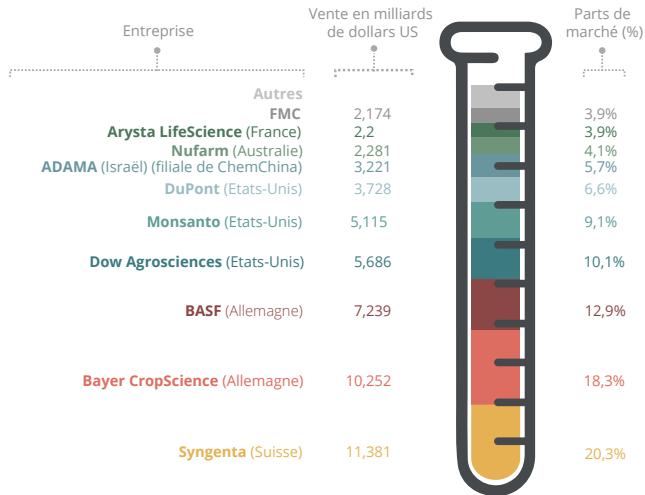


## • LES 10 PLUS GROSSES ENTREPRISES MONDIALES DE PRODUITS AGROCHIMIQUES EN 2014

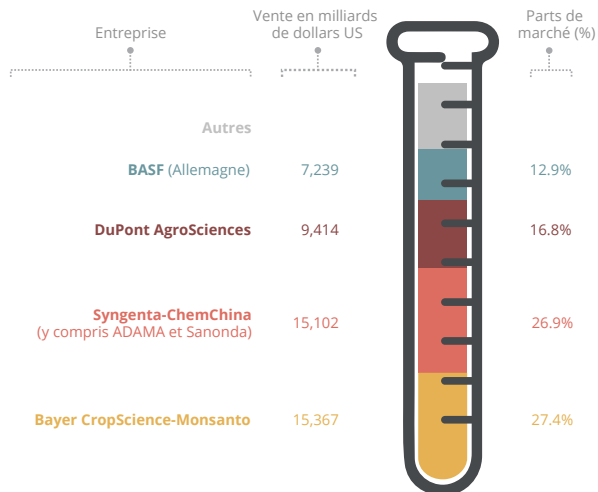
(Source : Groupe ETC, 2015)

Ce secteur fabrique et vend des produits chimiques ou des pesticides (y compris des herbicides et des fongicides) que l'on utilise pour les cultures commerciales

### AVANT LES FUSIONS



### APRES LES FUSIONS



L'industrie des semences est intimement liée aux plus grandes entreprises agrochimiques du monde : six d'entre elles contrôlent actuellement 60 % du marché des semences et 75 % du marché des pesticides. Si les fusions proposées en 2017 se concrétisent, seules trois entreprises contrôleront la majeure partie de ce secteur de 100 milliards de dollars<sup>11</sup>.

L'intégration industrielle des semenciers et des firmes agrochimiques a commencé il y a près d'un siècle et en 2009, des milliers d'entreprises de semences auparavant indépendantes, ainsi que des centaines de fabricants de pesticides et de start-ups spécialisées en biotechnologie sont devenues les six sociétés qui contrôlent aujourd'hui la plus grande partie de ce secteur<sup>12</sup>.

L'industrie semencière est le secteur qui a connu le taux de concentration le plus rapide, entraînant un changement de paradigme qui s'éloigne des traditions paysannes de conservation des semences et des pratiques communautaires et régionales d'amélioration des semences.

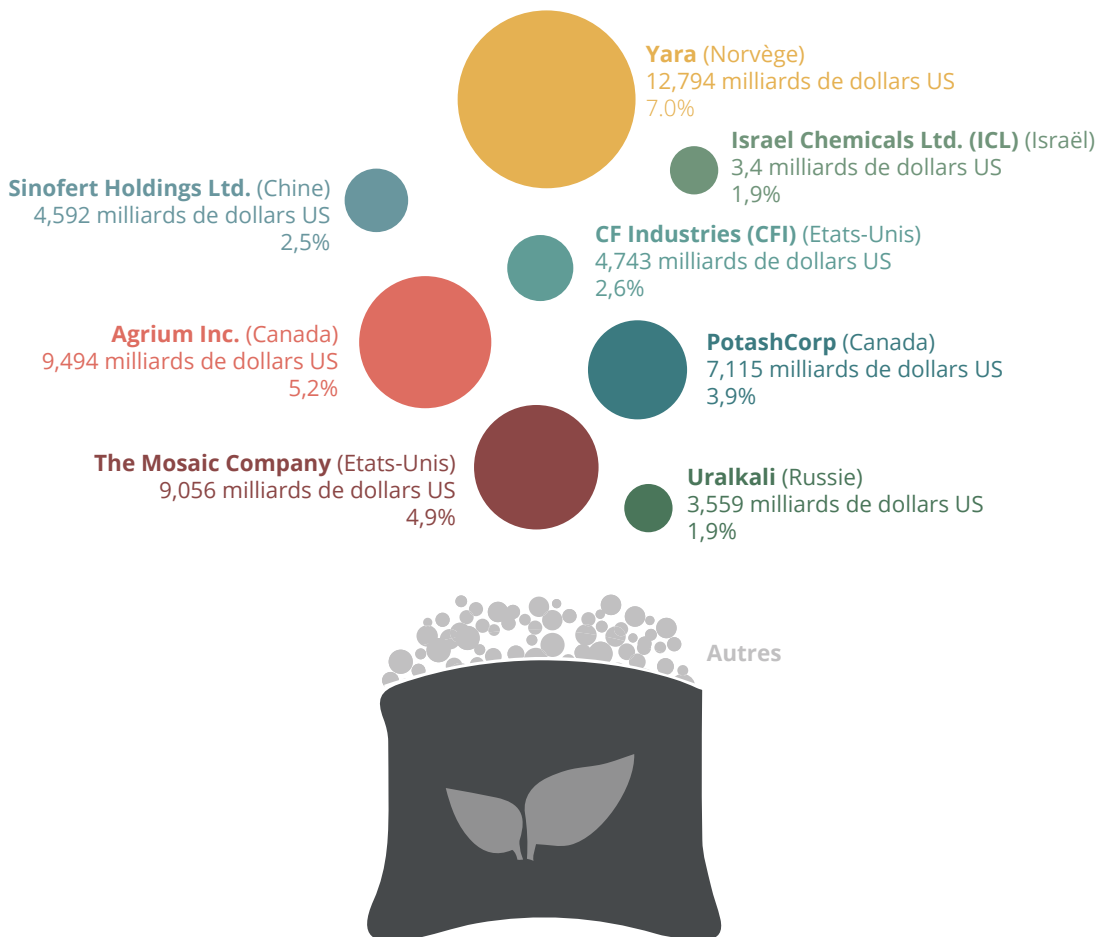
.....

## I.2 Engrais

- LES 8 PLUS GRANDES ENTREPRISES D'ENGRAIS AU MONDE

(Source : Groupe ETC, 2015)

L'industrie des engrais fabrique et vend des engrais inorganiques et de synthèse. Les trois principaux ingrédients qui les composent sont l'azote, le phosphate et la potasse (potassium).



En 2014, le revenu annuel de l'industrie de la fertilisation atteignait les 183 milliards de dollars. Les huit plus grandes entreprises détenaient 29,9 % des parts du marché mondial<sup>13</sup>.

Contrairement à d'autres secteurs, l'industrie de la fertilisation a besoin de matières premières qui sont souvent placées sous le contrôle des états, comme les minéraux et les gaz naturels. Le secteur a donc historiquement été structuré autour de cartels d'exportation sanctionnés par les gouvernements, et basés sur les types de matières premières situées à l'intérieur de leurs frontières. Le Canada, la Chine, les Etats-Unis, l'Inde et la Russie contrôlent plus de la moitié de la production mondiale de matières premières utilisées pour la fabrication d'engrais. Dans chacun de ces pays (mise à part la Chine), les quatre entreprises les plus importantes contrôlent plus de la moitié du marché national des engrais<sup>14</sup>.

Etant donné le caractère capitalistique de l'industrie de la fertilisation, les entreprises ont été très intéressées par le fait de se regrouper afin de bénéficier d'économies d'échelles. La concentration qui en a résulté a permis des pratiques de fixation des prix douteuses. Par exemple, lorsque les prix du pétrole et des produits agricoles de base ont augmenté de 1,5 à 1,9 fois en 2007-2008, les firmes d'engrais se sont servies de cette hausse pour justifier — dans certains cas — le fait de multiplier leurs prix par trois<sup>15</sup>.

La hausse des prix des engrais a provoqué une augmentation des activités de fusion-acquisition. Mais la hausse simultanée de la production au sein de l'industrie des engrais a entraîné une offre excédentaire et une nette diminution des prix des engrais en 2010, puis à nouveau entre 2014 et 2016<sup>16</sup>. Au début de l'année 2016, les prix des engrais étaient inférieurs à ceux des semences pour la première fois depuis 2002<sup>17</sup>, réduisant ainsi la recherche de fusions-acquisitions puisque les marges bénéficiaires étaient plus faibles.

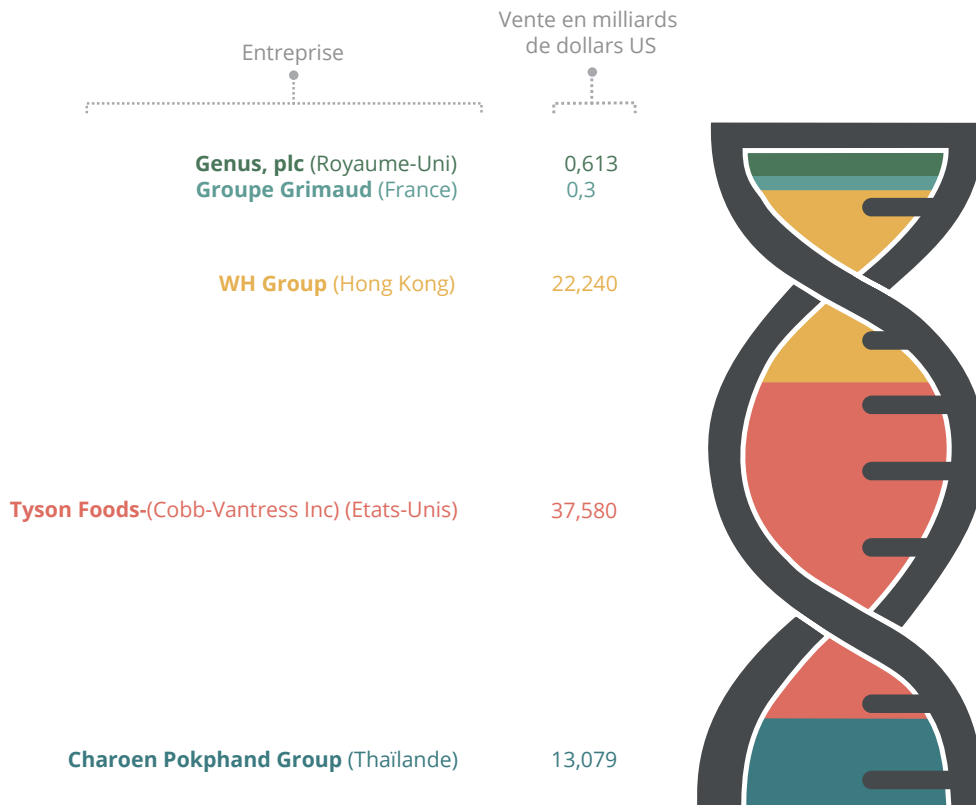
---

## I.3 Industrie du bétail et de la génétique

- LES 6 PLUS GRANDES ENTREPRISES MONDIALES D'INDUSTRIE DU BÉTAIL ET DE LA GÉNÉTIQUE ANIMALE EN 2014

(Source : Groupe ETC)

Ce secteur se concentre surtout sur l'amélioration des techniques de reproduction du bétail et des espèces aquacoles



Comme la plupart des secteurs agricoles, le secteur de l'élevage a connu une forte concentration économique depuis les années 1980. Sept entreprises dominent la filière (volaille, porcs, bovins, aquaculture) et la concentration est encore plus marquée dans le cas des espèces principales. Ainsi, deux entreprises contrôlent environ 90 % de la génétique avicole mondiale, et trois autres leaders en élevage de porcs fournissent pratiquement la totalité des stocks mondiaux.

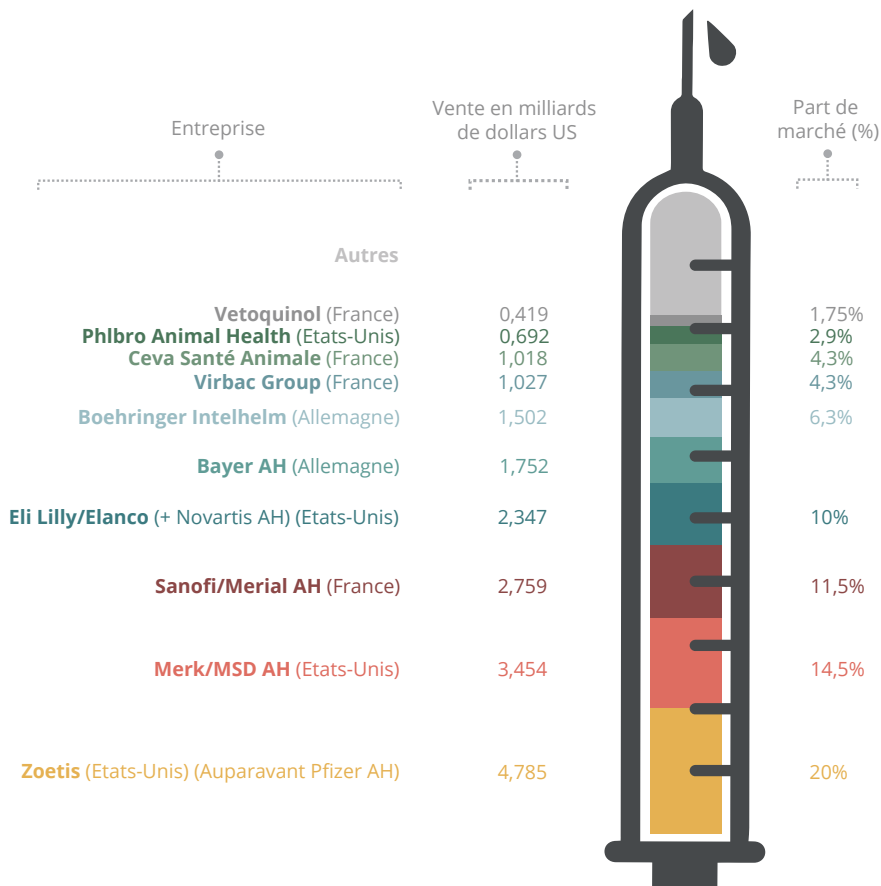
L'industrialisation croissante de ce secteur — avec en particulier les CAFOs (*Concentrated Animal Feeding Operations*), d'énormes installations d'élevage intensif, qui sont la norme régnant en Amérique du Nord et ailleurs — entraîne la recherche d'économies d'échelle et de stratégies d'intégration verticale<sup>18</sup>. L'élevage industriel requiert des aliments riches en protéines pour les animaux, des médicaments et des installations biosécurisées à température contrôlée. Les animaux reproducteurs sont issus d'un petit nombre d'espèces sélectionnées, hautement uniformisées et dépendent de la disponibilité en produits pharmaceutiques spécifiques pour maximiser la production et contrôler la propagation de maladies. Le fait de dépendre d'un nombre aussi restreint d'espèces reproductrices a provoqué une intégration accrue de la filière de la génétique du bétail et des fournisseurs de produits pharmaceutiques vétérinaires. De plus, les réglementations en matière de sécurité alimentaire et d'abattage des animaux encouragent la consolidation comme une façon plus sûre de parvenir à leurs fins.

## I.4 Produits pharmaceutiques pour animaux

### ● LES 10 PLUS GROSSES ENTREPRISES DE PRODUITS PHARMACEUTIQUES ANIMALIERS EN 2014

(Source : Groupe ETC)

L'industrie pharmaceutique vétérinaire vend des produits destinés à la productivité du bétail, à sa santé et à celle des animaux de compagnie, y compris des médicaments, des vaccins, des diagnostics, du matériel médical, des suppléments alimentaires, des services vétérinaires et autres. (Ce secteur n'inclut pas l'alimentation des animaux)





Les activités de fusion-acquisition de l'industrie pharmaceutique animale ont augmenté de façon spectaculaire au cours des dernières années ; en 2014, seules huit firmes représentaient environ 80 % des ventes de ce secteur<sup>19</sup>. Les regroupements d'entreprises ont suffisamment augmenté pour susciter des inquiétudes en matière de concurrence, exigeant même des entreprises qu'elles vendent des actifs pour pouvoir poursuivre d'autres transactions<sup>20</sup>.

La taille relativement réduite de ce secteur pourrait laisser penser que ces entreprises n'ont que peu d'influence sur les systèmes alimentaires. Avec un peu moins de 24 milliards de dollars, ce secteur est, parmi tous ceux de l'agroalimentaire, celui pourvu du plus petit marché mondial, si l'on exclut la génétique du bétail. Cependant, les relations que les entreprises pharmaceutiques entretiennent avec les éleveurs, les conditionneurs, les distributeurs et les entreprises agroalimentaires ont permis à cette filière d'influer sur les politiques qui régissent la sécurité alimentaire, le bien-être des animaux et la résistance aux antimicrobiens<sup>21</sup>.

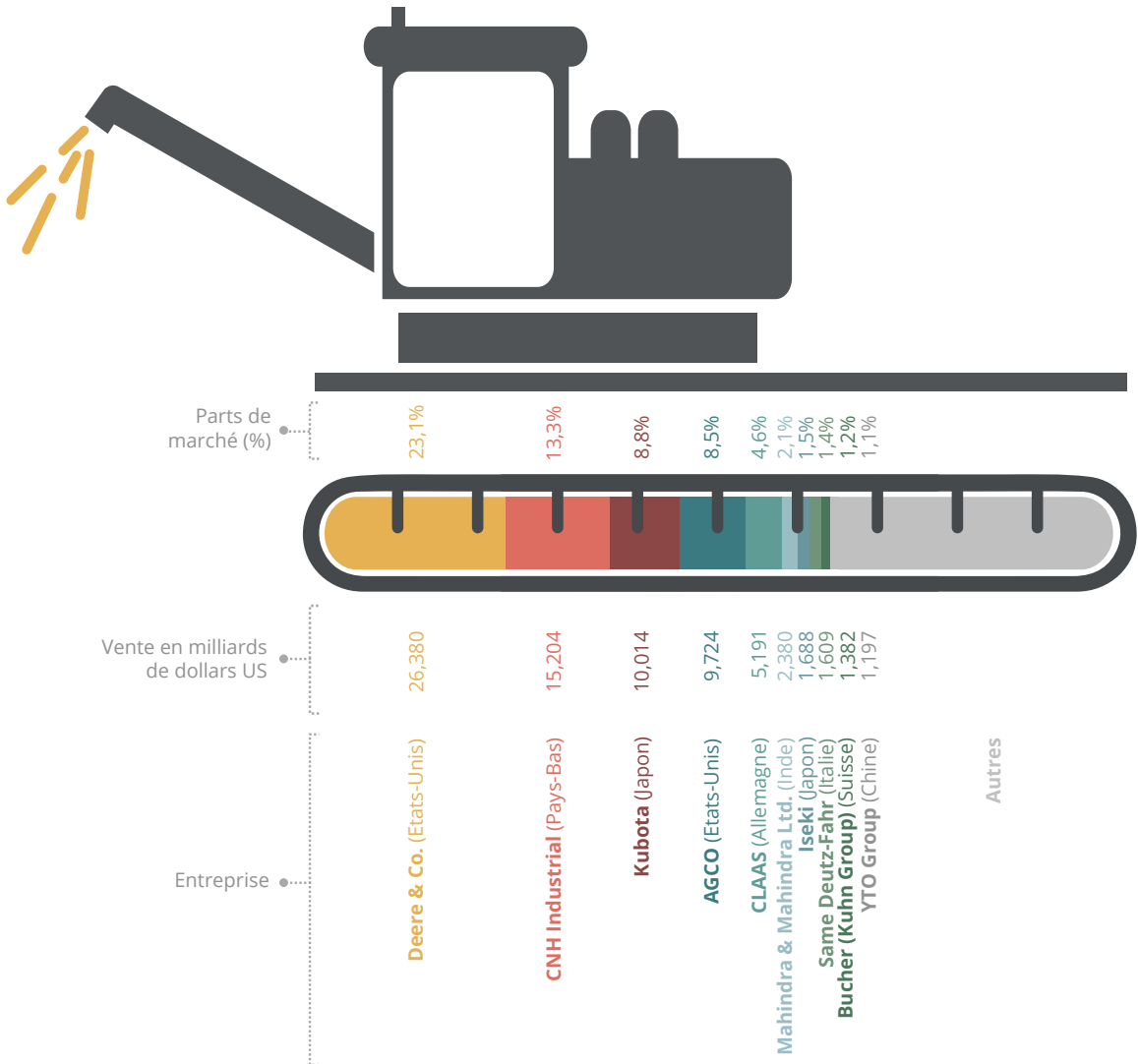
Tout comme dans le cas de l'industrie semencière, la consolidation prend, en plus des fusions-acquisitions, la forme d'accords interentreprises entre grandes multinationales. Les fusions-acquisitions ciblées géographiquement sont également à la hausse, tout comme d'autres arrangements structurels de la part de nouveaux acteurs industriels, y compris des entreprises chinoises qui souhaitent améliorer leur accès aux marchés américains et européens.

## 1.5 Machines agricoles

- LES 10 PLUS GRANDES ENTREPRISES MONDIALES DE MACHINES AGRICOLES EN 2014

(Source : Groupe ETC, 2015)

Ce secteur élabore des outils et des équipements pour la production agricole avec, par exemple, des tracteurs, des machines destinées à la fenaison et aux récoltes, et des équipements pour l'ensemencement, la fertilisation, le labour, l'irrigation, la pulvérisation, etcétera.



Le marché mondial de machines agricoles a connu des tendances similaires en matière de concentration et représente, en termes de ventes totales, un secteur encore plus important que ceux mentionnés ci-dessus. Il est évalué à près de 114 milliards de dollars. En 2014, les trois plus grandes entreprises de machines agricoles représentaient environ la moitié des ventes internationales<sup>22</sup>. La même année, les ventes de machines agricoles de Deere — malgré une baisse considérable par rapport à l'année précédente — ont atteint 26 milliards de dollars, un montant pratiquement équivalent à celui des ventes de semences des six plus grands semenciers.

L'intégration verticale du secteur du matériel agricole et d'autres industries d'intrants a considérablement avancé ; le big data permet en effet des offres de plus en plus consolidées pour les agriculteurs. Ainsi, les tracteurs, les moissonneuses et les pulvérisateurs sont maintenant dotés d'outils numériques tels que la télédétection, l'imagerie aérienne et les serveurs de données sans fil. Ces outils indiquent aux agriculteurs comment, où et quand irriguer, fertiliser, semer et utiliser des pesticides. Les équipements agricoles récents tels que les tracteurs autonomes et les drones reposent aussi énormément sur le numérique<sup>23</sup>. Alors que les entreprises de semences et de pesticides se sont précipitées pour développer et contrôler les données ayant trait aux sols, aux conditions météorologiques et aux récoltes, les entreprises de machines agricoles ont quant à elles lancé une nouvelle vague d'intégration des intrants agricoles en utilisant des technologies axées sur les données numériques.

Le secteur pourrait bien se consolider davantage. Certains analystes suggèrent que pour rivaliser avec Deere, les cinq autres grandes firmes de machines agricoles devraient chercher à fusionner les unes avec les autres. D'autres estiment que le scénario le plus probable serait que les grandes entreprises acquièrent des entreprises manufacturières plus petites pour stimuler la croissance du chiffre d'affaires<sup>24</sup>. On suppose aussi de plus en plus que Deere cherche à modifier ses alliances stratégiques avec les six plus gros semenciers par le biais d'une acquisition.

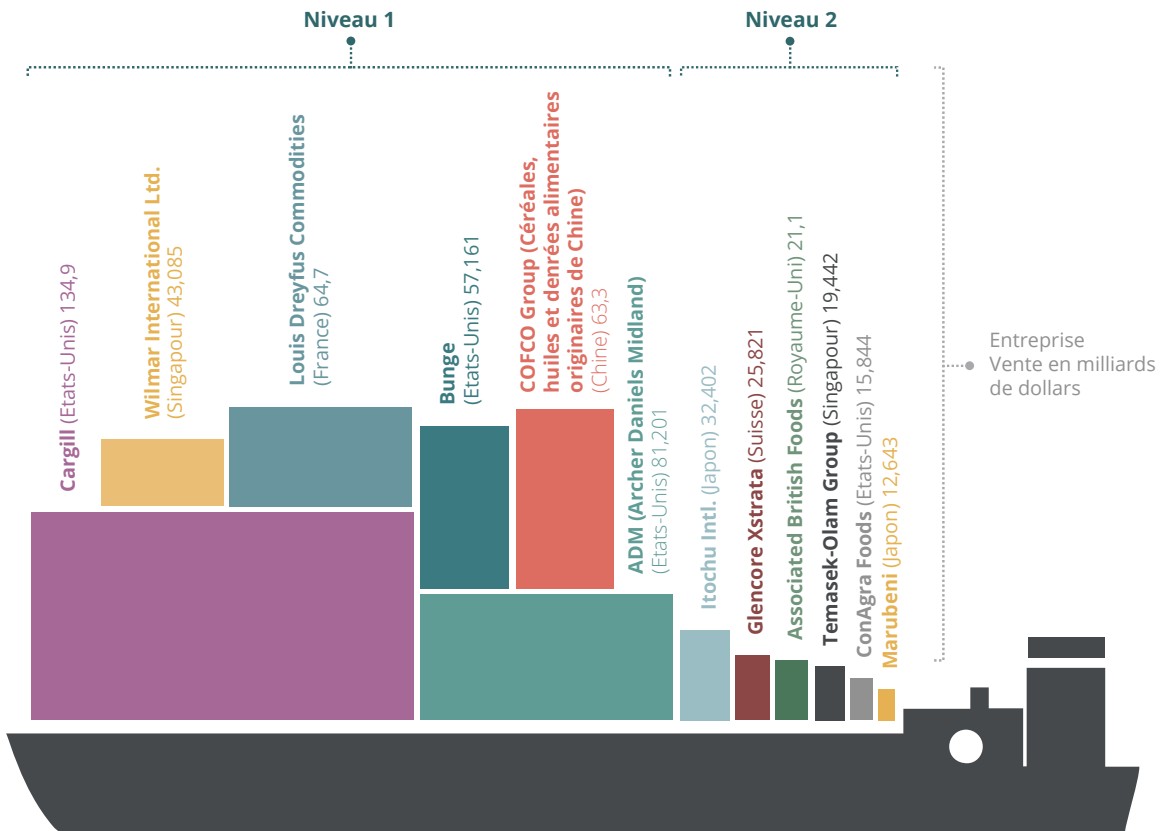
---

## I.6 Commercialisation de produits agricoles

### • LES PLUS GRANDS VENDEURS DE PRODUITS AGRICOLES EN 2014

(Source: Groupe ETC, 2015)

Ces entreprises diversifiées produisent, transforment, transportent, financent et vendent dans le monde entier des produits destinés à l'alimentation humaine et animale et aux biocarburants



En 2016, les six plus gros vendeurs de produits agricoles, encore appelés sociétés de premier rang, affichaient au total un chiffre d'affaires s'élevant à 444 milliards de dollars, dépassant de loin la valeur marchande globale des semences, pesticides, équipements agricoles et engrais.

Comme dans beaucoup d'autres secteurs, les plus grosses entreprises sont des firmes privées et le caractère exclusif de leurs données et informations ne permet pas une analyse complète de la filière. Les estimations dont on dispose suggèrent cependant que ce secteur est l'un des plus concentrés de la chaîne agroalimentaire. On estime qu'historiquement, les quatre géants de la commercialisation de produits agricoles —Archer Daniels Midland (ADM), Bunge, Cargill et Louis Dreyfus Commodities (surnommées en anglais les « ABCD » de par l'acronyme de leurs initiales) — contrôlent plus de 90 % du marché mondial des semences<sup>25</sup>.

Plus récemment, de nouveaux acteurs ont fait leur entrée sur le marché, et renforcé leurs positions via une intense activité de fusions-acquisitions. Plusieurs géants asiatiques ont émergé comme principaux concurrents des ABCD.

Le secteur évolue également dans d'autres directions. Les négociants dépendent de plus en plus des technologies du big data pour les transactions en matières premières et la spéculation sur le marché. Le changement climatique et l'utilisation de nouvelles technologies ont rendu certaines de leurs méthodes traditionnelles de spéculation moins utiles aujourd'hui, et ce sont les informations détenues par les firmes telles que Deere ou Monsanto qui ont gagné en importance.

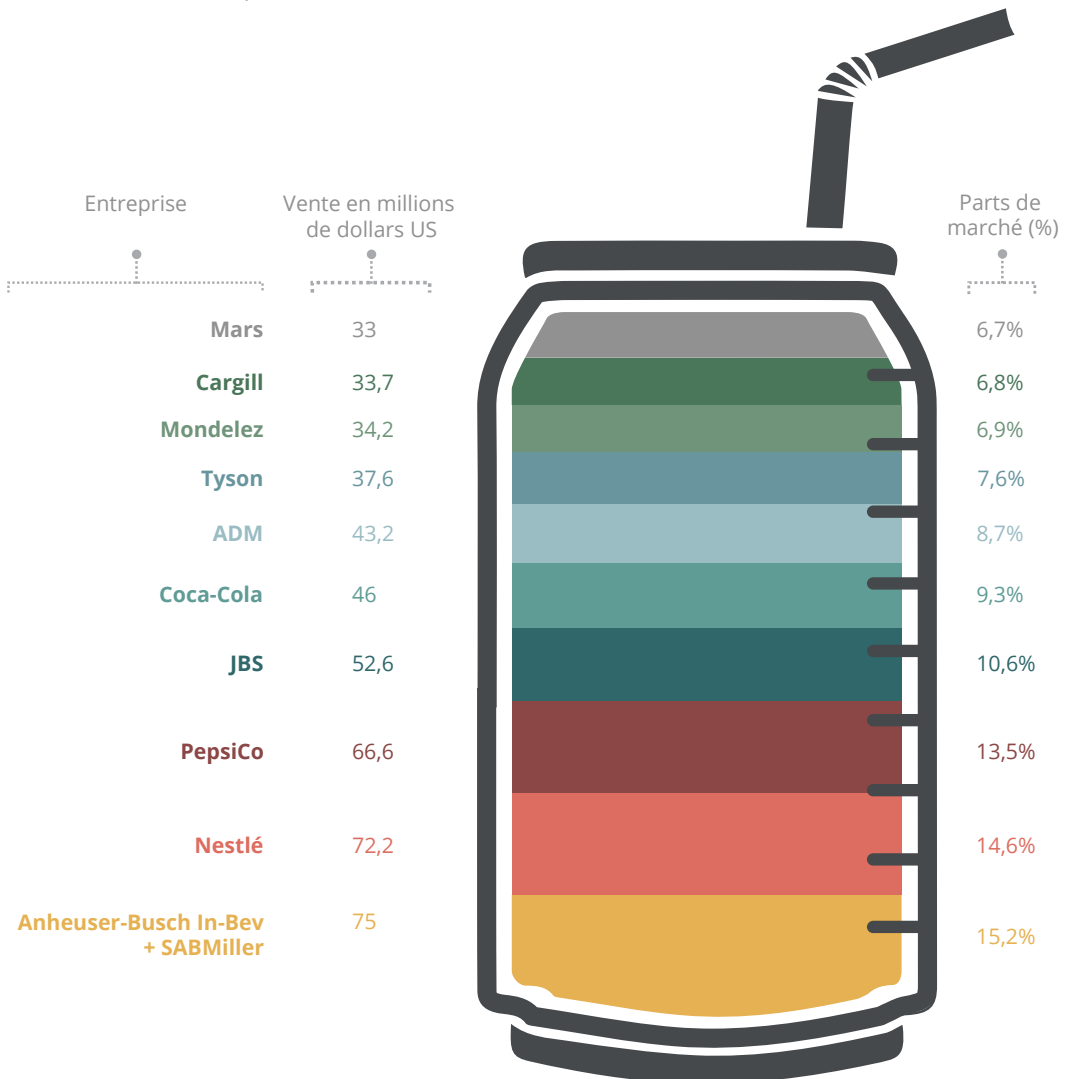
De nos jours, les vendeurs de semences ont aussi affaire à une plus grande variété de produits alimentaires et agricoles qu'auparavant. Aujourd'hui, les sociétés ABCD sont aussi souvent des propriétaires fonciers, des fournisseurs d'intrants, des producteurs de bétail, des transformateurs, des transporteurs de marchandises, des investisseurs et autres<sup>26</sup>. Dans le même temps, de nouveaux acteurs pénètrent dans l'arène des produits agricoles, comme les négociants en produits minéraux, en combustibles et en produits forestiers ; tout cela sans compter l'industrie du transport maritime conteneurisé, de plus en plus concentrée. Les effets de ces changements sont très clairs : les produits alimentaires sont associés aux métaux de base et aux combustibles dans des transactions multisectorielles<sup>27</sup>.

## I.7 Transformation alimentaire. Aliments et boissons

- LES 10 PLUS GRANDES ENTREPRISES MONDIALES DE PRODUITS ALIMENTAIRES ET DE BOISSONS EN 2014

(Source: Groupe ETC, 2015)

Ce secteur est axé sur la transformation, après les récoltes, des matières premières agricoles en produits comestibles pour la consommation des êtres humains et des animaux.



Les dix plus grandes entreprises d'aliments et de boissons, dont les revenus conjoints atteignaient 494 milliards de dollars en 2014<sup>28</sup>, représentent près de 40 % de la part de marché des 100 principales entreprises alimentaires, et surpassent la valeur des secteurs semencier, agrochimique, d'équipement agricole, d'engrais et de produits pharmaceutiques pour animaux réunis.

Un certain nombre de tendances ont accéléré la consolidation du secteur de la transformation alimentaire. Tout d'abord, la croissance industrielle de l'ensemble des entreprises a ralenti, même si les plus grosses d'entre elles sont toujours rentables. Motivé par le désir de capter de nouveaux marchés grâce à l'expansion internationale et par celui d'attirer des sociétés de capital-investissement, le secteur s'est orienté vers la consolidation, y compris vers d'importantes fusions-acquisitions.

La filière de transformation de la viande a également été restructurée pour répondre aux préférences plus récentes des consommateurs pour les aliments non transformés. La plupart des grandes entreprises de transformation alimentaire ont répondu en ajoutant de nouvelles marques ou en acquérant des marques perçues comme « saines », « naturelles » et « bio »<sup>29</sup>. Ces trois dernières années par exemple, General Mills, Hain Celestial et Hershey ont chacune acquis plusieurs marques d'aliments « naturels ».

La filière illustre également la consolidation récente de cette industrie. La demande mondiale de production de viande a énormément augmenté, de par l'accroissement de la consommation de protéines au sein des économies émergentes. Le rôle des pays du Sud est déterminant : les 10 principales entreprises de transformation de viande incluent aujourd'hui deux firmes brésiliennes et un leader de l'industrie chinoise.

La consolidation de ce secteur a aussi modifié la façon dont était organisée la production de bétail, entraînant de *facto* une consolidation et une standardisation de la production, qui oblige souvent les fermiers à passer des contrats très restrictifs et risqués avec les entreprises de transformation des viandes. Aux Etats-Unis, de 1993 à 2010, la quantité de porcs vendus indépendamment est passée de 87 % à 6 %<sup>30</sup>.

## I.8 Distribution alimentaire

- LES 10 PRINCIPAUX DISTRIBUTEURS EN 2014

(Source: Groupe ETC)

Les distributeurs alimentaires vendent des aliments périssables et non-périssables dans leurs établissements et sur Internet. Les plus grands au monde vendent à la fois des produits comestibles transformés (des produits d'épicerie) ou des aliments frais.





En 2012, les dépenses mondiales consacrées aux aliments s'élevaient à 4 trillions de dollars<sup>31</sup>. Cette année-là, les 10 leaders de la distribution alimentaire représentaient près de 30 % des ventes totales mondiales et les trois plus grands distributeurs — Walmart, Schwartz Group et Kroger — couvraient 5,6 % des dépenses alimentaires globales<sup>32</sup>.

Bien qu'il semble que la concentration soit moindre dans ce secteur (comparé à d'autres), les marchés sont particulièrement concentrés au niveau régional. Par exemple, en 2011, les cinq plus grandes entreprises de distribution de treize Etats membres de l'Union européenne détenaient une part de marché cumulée supérieure à 60 %<sup>33</sup>. A la différence des intrants agricoles ou des matières premières, la plupart des gens s'approvisionnent en aliments près de chez elles, de sorte que la concentration des distributeurs dans une région est ce qui importe en termes de choix alimentaires.

Les achats en ligne de produits alimentaires sont à la hausse, et Walmart, Tesco et Costco (trois des huit plus grosses entreprises de distribution alimentaire) font aujourd'hui aussi partie des grands de l'e-commerce alimentaire<sup>34</sup>. Les achats sur le net représentent en moyenne 3,9 % des ventes nationales. Ces pourcentages semblent infimes, mais les analystes soulignent qu'une augmentation de 1 % des ventes sur Internet aux Etats-Unis représente 7 milliards de dollars<sup>35</sup>. Une étude réalisée en 2015 par le cabinet britannique IGD affirme que la Chine est le plus gros marché au monde de produits alimentaires en ligne — environ 41 milliards de dollars en 2015 qui pourraient atteindre les 178 milliards de dollars en 2020<sup>36</sup>.

Récemment, l'utilisation du big data par Amazon pour repérer les habitudes d'achats et les préférences des consommateurs fait dire aux investisseurs que l'entreprise pourrait bien devenir l'un des dix plus grands distributeurs au monde dans dix ans. La firme propose déjà des applications de téléphonie mobile et des systèmes en ligne qui permettent de commander des produits et s'étendra bientôt à la restauration avec sa propre marque de repas préparés. Amazon teste aussi des supermarchés sans caissiers et équipés de capteurs intégrés à sa plateforme clients en ligne — une évolution susceptible d'influer sur sa récente acquisition de Whole Foods et sur l'industrie alimentaire en général.

# Les conséquences de la concentration économique

## Les revenus et l'autonomie des agriculteurs diminuent

---

Bien que les regroupements d'entreprises soient loués pour leur efficacité, ils n'ont en rien signifié une diminution des coûts des intrants ni plus de choix pour les agriculteurs. Par exemple, de 1990 à 2015, les prix des semences aux Etats-Unis ont doublé deux fois plus vite que le prix que les agriculteurs percevaient pour leurs récoltes<sup>37</sup> ; en Europe, le coût des intrants agricoles s'est accru de pratiquement 40 % entre 2000 et 2010<sup>38</sup>. La prolifération actuelle de fusions pourrait bien accroître ces tendances. Selon une estimation, les prix des semences de maïs et de soja pourraient augmenter de 6 % du fait des fusions Dow-DuPont et Bayer-Monsanto<sup>39</sup>.

Pour les agriculteurs, la consolidation de l'industrie signifie également un nombre d'acquéreurs restreints. Les éleveurs passent ainsi de plus en plus de contrats de production qui les cantonnent aux principaux transformateurs de viande ; ces contrats déterminent en général la façon dont les animaux sont élevés, le type d'aliments et de produits pharmaceutiques utilisés, les fournisseurs, et ce que les agriculteurs percevront. Pratiquement 90 % des éleveurs de poulet aux Etats-Unis sont soumis à ce type de contrats — contre moins de 10 % dans les années cinquante<sup>40</sup>.

Les agriculteurs sont également fragilisés par les brusques changements en politiques d'approvisionnement<sup>41</sup>. Ainsi, l'industrie du saumon chilienne a pratiquement été anéantie en 2015 après que Costco ait drastiquement réduit les imports pour répondre aux préoccupations en matière d'utilisation excessive d'antibiotiques de la part des producteurs chiliens<sup>42</sup>. De telles modifications de l'offre reflètent combien il est important de prendre la durabilité en compte. Néanmoins, il est peu probable qu'une transition — plus que nécessaire — vers des pratiques agricoles durables ait lieu dans un contexte global où les agriculteurs manquent de prédictibilité et de pouvoir de décision à un point tel qu'ils risquent même de se voir contraints à abandonner l'agriculture.

L'autonomie des agriculteurs se voit aussi affectée par l'utilisation du big data dans les équipements agricoles que proposent les entreprises. Depuis 10 000 ans, les agriculteurs recueillent des informations destinées à leur propre usage, à être partagées au sein de leurs communautés et plus récemment avec des chercheurs pour que ces derniers les analysent. Mais sur les exploitations agricoles, de nombreux appareils transmettent désormais aux entreprises des données grâce à des réseaux sans fil — données qui bien souvent contemplent fort peu les savoirs et connaissances paysans. Ces pratiques posent la question d'une utilisation éthique du big data quant à la propriété et à l'analyse de données du big data, ainsi que celle de savoir à qui profitent réellement ces mégadonnées.

## L'engagement des entreprises en termes d'innovation et de durabilité diminue

---

Les leaders de l'industrie agroalimentaire affirment que la mise en commun des ressources d'entreprises toujours plus consolidées est essentielle à la création d'un climat d'innovation dynamique. A ce titre, leurs dépenses en R&D sont particulièrement significatives : en 2013, les budgets (pris ensemble) de R&D des six grands groupes agrochimiques et semenciers, évalués à presque 7 milliards de dollars, étaient six fois supérieurs à celui que le ministère étatsunien de l'Agriculture (USDA, *Department of Agriculture*) destinait à la recherche et à l'information<sup>43</sup>.

Cependant, même si les dépenses en R&D de l'agroalimentaire sont importantes, la portée de cette R&D demeure médiocre en ce sens qu'elle se concentre sur les cultures et sur les technologies les plus rentables<sup>44</sup>. Ainsi, environ 40 % des recherches privées ne concernent qu'une seule culture : le maïs<sup>45</sup>. La R&D industrielle s'occupe très rarement des cultures les plus importantes pour les petits agriculteurs du Sud, celles qui permettent des régimes alimentaires diversifiés et riches en nutriments. Aussi, bien que les rachats visent souvent l'innovation, il s'agit avant tout pour les entreprises de consolider les coûts de R&D et non pas d'améliorer cette innovation ni de la stimuler.

Les start-ups qui se consacrent davantage à l'innovation sont souvent rachetées par de plus grandes entreprises qui cherchent à combler leurs propres lacunes dans ce domaine. Dans les secteurs de la distribution et de la transformation alimentaire, les principales firmes s'attachent à acheter des marques émergentes dites « saines » ou « durables ». Ces rachats étouffent l'innovation et provoquent de nouveaux leaderships, aux priorités différentes, qui compromettent souvent l'engagement des petites entreprises en matière de durabilité.

Le développement du secteur bio illustre parfaitement ces risques. En 1995, l'industrie bio des Etats-Unis, relativement performante, comptait 81 grandes marques indépendantes sur le marché. En 2007, toutes ces marques (à l'exception de 15) avaient été rachetées par des multinationales de la transformation alimentaire<sup>46</sup>. A la suite de ces acquisitions, de nombreuses marques se sont mises à utiliser des ingrédients moins chers et moins durables pour élaborer leurs produits.

## Les normes environnementales et de santé publiques se détériorent, tout comme les normes de travail

---

Le système agroalimentaire est responsable d'impacts environnementaux généralisés tels que la diminution du nombre de pollinisateurs et l'augmentation des gaz à effet de serre ; la consolidation de l'industrie agroalimentaire accentue ces impacts et contribue également à l'érosion significative de la diversité génétique.

Le matériel de reproduction génétique disponible a ainsi diminué de 75 % depuis les années 1960<sup>47</sup>. En 2012, lorsque l'on a démontré que les chrysomèles étaient devenues résistantes à l'une des variétés de maïs Bt de Monsanto, les scientifiques ont proposé de ralentir l'évolution de la résistance des ravageurs du maïs en plantant des zones « refuge » de maïs non transgénique<sup>48</sup>. Mais il n'y avait alors pas suffisamment de semences non transgéniques disponibles.

Les maladies d'origine alimentaire ont aussi tendance à augmenter dans les élevages consolidés, en particulier avec l'essor des CAFOs. Malgré les efforts visant à accroître la biosécurité et la traçabilité, ces maladies redoublent à cause des activités centralisées qui produisent pour les chaînes de valeur mondiales.

La consolidation aggrave également les violations des droits des travailleurs. Nestlé et Kraft, ainsi que d'autres grandes firmes, ont admis l'existence, sur leurs chaînes d'approvisionnement en café et en cacao, des pratiques de travail forcé et d'exploitation infantile<sup>49</sup>. Face à la préoccupation croissante des consommateurs et à la pression de groupes de la société civile, Nestlé, Walmart et d'autres entreprises ont élaboré des codes de conduite pour protéger les travailleurs des pratiques d'exploitation. Même si les entreprises ont fait des efforts pour informer leurs fournisseurs de ces codes d'éthique, elles continuent à exercer énormément de pression pour que ces derniers produisent en masse et aux coûts les plus bas possibles : les abus sur la main d'œuvre font donc partie intégrante du système, quand bien même ils ne sont pas publiquement tolérés par l'industrie des aliments et des boissons.

## Le contrôle des entreprises sur les politiques publiques augmente fortement

---

Enfin, la consolidation a non seulement permis aux entreprises dominantes d'augmenter leur part de marché, mais elle leur a aussi donné la possibilité de dicter leurs conditions et de défendre un statu quo.

Un rapport de 2016 de l'organisation ProPublica révèle qu'aux Etats-Unis, des sociétés recrutent fréquemment des économistes affiliés à des universités pour qu'ils persuadent les organismes gouvernementaux de réglementation que les mégafusions proposées ne constituent pas une menace pour la concurrence<sup>50</sup>. Leurs recommandations sont présentées comme des expertises indépendantes et non pas comme l'œuvre du lobbying. Les chercheurs utilisent des modèles économiques complexes pour prévoir les effets des fusions, mais les rapports ne sont pas rendus publics, et une fois que la fusion est approuvée, le gouvernement américain n'a plus accès aux données propres aux entreprises, ce qui complique la vérification de ces prévisions.

Les corporations détiennent depuis longtemps le pouvoir d'influencer les politiques gouvernementales, bien au-delà de la lutte contre les mesures antitrust. Depuis 1979, le nombre d'employés du gouvernement américain chargés de fournir aux législateurs des preuves objectives et impartiales a diminué de 40 %<sup>51</sup> : les décideurs sont donc tributaires des lobbys lorsqu'ils souhaitent obtenir des informations<sup>52</sup>.

La concentration du pouvoir aux mains des entreprises octroie à ces dernières énormément d'influence sur la gouvernance mondiale des systèmes alimentaires, en particulier en ce qui concerne les politiques et accords commerciaux internationaux<sup>53</sup>. Le règlement des différends entre investisseurs et Etats (ISDS, Investor-State Dispute Settlement) inscrits dans les traités bilatéraux d'investissement ont permis aux entreprises d'attaquer les gouvernements étrangers lorsque les changements des politiques nationales affectaient leurs bénéfices. Les procès entre investisseurs et Etats profitent le plus souvent aux grandes entreprises. A ce jour, les investisseurs ont remporté la plupart des actions en justice<sup>54</sup>, menées dans 72 % des cas contre des pays en développement et des économies émergentes<sup>55</sup>.

En résumé, la consolidation prive les gouvernements locaux et nationaux de la gouvernance des systèmes alimentaires pour la remettre entre les mains d'une poignée de multinationales de plus en plus puissantes ; les politiques publiques avantagent les intérêts privés — axés sur le profit — plutôt que l'intérêt public.

---

## Recommandations

### Créer de nouvelles structures de gouvernance : un traité des Nations Unies pour le contrôle transnational de la consolidation de l'industrie agroalimentaire

---

L'impact de la concentration de l'industrie agroalimentaire requiert une approche solide et innovante en matière de gouvernance internationale pour renforcer la surveillance qui a lieu au niveau national. Face à la profusion de fusions-acquisitions au niveau international, à la taille des entités fusionnées, et aux multiples conséquences sociales, environnementales et économiques décrites ci-dessus, l'absence d'accords multilatéraux pour faire face à la concentration des entreprises fait cruellement défaut.

Nous recommandons une évaluation globale des impacts de la concentration économique sur les systèmes alimentaires, en collaboration avec tous les acteurs impliqués. Divers organismes intergouvernementaux tels que l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), la Convention sur la diversité biologique devraient s'atteler ensemble à surveiller et à évaluer les impacts de la concentration toujours accrue à divers niveaux.

Nous proposons en outre que soit élaboré un traité des Nations Unies sur la concurrence qui réponde directement aux différents besoins et préoccupations de tous les Etats membres. A cet effet, il convient de noter le travail effectué par la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour présenter une « Loi type sur la concurrence » et un « ensemble de principes et de règles équitables convenus au niveau international pour le contrôle des pratiques commerciales restrictives », en ce sens qu'ils pourraient fournir les bases pour l'élaboration d'un traité international que les gouvernements nationaux mettraient en œuvre par la suite.

Alors que certains s'inquiètent de la difficulté de convaincre les membres de l'Union européenne et l'Amérique du Nord de soutenir la création d'un tel traité, l'équilibre des pouvoirs penche vers le Sud de telle manière que les pays de l'OCDE ne seraient pas capables d'empêcher un traité venant de ces pays, et seraient finalement obligés de s'y conformer. Satisfaire les intérêts concurrents relève du défi et ce processus risque de prendre des années, mais un accord international de ce type, soigneusement élaboré, créera des politiques plus transparentes et équitables, qui pourraient être intégrées au niveau national.

---

## Briser la chaîne : limiter le pouvoir excessif des multinationales

---

Nous exhortons les décideurs politiques nationaux, les régulateurs et les organismes tels que la FAO à renforcer et à appliquer les lois sur la concurrence de façon à démanteler les grandes entreprises du secteur agroalimentaire.

Les entreprises de pesticides ne devraient pas être en mesure de posséder des entreprises semencières et celles de machines agricoles ne devraient pas pouvoir contrôler les produits chimiques, les semences ou encore les assurances-récoltes. De même, les restrictions en matière de propriété intellectuelle qui interdisent aux agriculteurs de conserver leurs semences et de les échanger devraient être supprimées, ainsi que les droits des entreprises sur les machines agricoles, qui empêchent les agriculteurs d'avoir accès aux données, et même de réparer leur propre équipement. Enfin, il faudrait également interdire aux entreprises de commercialiser des semences dont la viabilité et/ou la productivité dépendent de l'application d'un produit chimique autorisé ou contrôlé par cette même entreprise.

En bref, l'influence excessive des entreprises dominantes due aux fusions-acquisitions devrait être contrebalancée par le démantèlement des plus grandes firmes et par la redistribution du pouvoir au sein du secteur agroalimentaire.

---

## Adopter la « wide-tech » : soutenir une innovation diversifiée et décentralisée

---

Nous proposons, en opposition à la high tech qui régit actuellement la connaissance et l'innovation, un déplacement vers un paradigme de « wide-tech », une technologie plus lente, plus vaste qui mènerait les systèmes agroalimentaires à une innovation diversifiée et décentralisée, à un savoir accessible à tous et localement applicable. L'expression wide-tech, consacrée par le Groupe ETC, fait référence à des pratiques innovantes fortement décentralisées et menées par les petits exploitants — les fermes locales, les installations de transformation et de pêche, par exemple<sup>56</sup>. Elle contemple les principes des systèmes de connaissances traditionnels, locaux et autochtones — nombre de ces systèmes ont permis aux producteurs de réellement mettre leurs recherches en commun et de stimuler l'innovation.

Nous exhortons les gouvernements nationaux à s'investir pour permettre la coexistence de la high tech et de cette technologie à visée plus ample. Si les conditions appropriées étaient réunies, les innovations high tech pourraient être associées aux innovations locales spécifiques au lieu de les évincer. Le big data pourrait être extrêmement bénéfique s'il était exploité avec des outils d'analyse *open source*, que ce soit pour comprendre la propagation des ravageurs, surveiller les changements météorologiques ou encore développer de nouvelles pratiques agricoles.



## Conclusion

Les entreprises de l'agroalimentaire sont devenues trop grosses pour alimenter l'humanité de façon durable, trop lourdes pour interagir équitablement avec les autres acteurs du système alimentaire, et trop pesantes pour nous offrir le type d'innovations dont nous avons besoin. D'autres fusions-acquisitions sont déjà en cours et si on ne change pas radicalement de cap, elles continueront à renforcer un secteur agroalimentaire déjà oligopolistique. Les agences internationales, les organisations de la société civile, les gouvernements et régulateurs nationaux doivent agir d'urgence pour re-créer un système alimentaire qui satisfasse les besoins de tous.

---

## Notes

- <sup>1</sup> Jennifer Clapp, Food, Cambridge: Polity Press, 2012.  
William G. Shepherd, Joanna M. Shepherd, *The Economics of Industrial Organization*, 5<sup>ème</sup> éd. Long Grove, IL: Waveland Press, 2004.  
Philip H. Howard, *Concentration and Power in the Food System: Who Controls What We Eat*. New York: Bloomsbury Publishing, 2016.
  - <sup>2</sup> Philip H. Howard, 2016.  
John L. King, Concentration and Technology in Agricultural Input Industries. Agriculture Information Bulletin, USDA, mars 2001.
  - <sup>3</sup> Hinnerk Gnutzmann, Piotr Spiewanowski, Did the Fertilizer Cartel Cause the Food Crisis? SSRN 2534753, 2014. URL: <http://ssrn.com/abstract=2534753>.  
C. Robert Taylor, Diana L. Moss. The Fertilizer Oligopoly: The Case for Global Antitrust Enforcement, American Antitrust Institute, 2013.
  - <sup>4</sup> Sophia Murphy, David Burch, Jennifer Clapp, Cereal Secrets: The world's largest grain traders and global agriculture. *Oxfam Research Reports*, 2012. URL: <https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/rr-cereal-secrets-grain-traders-agriculture-30082012-en.pdf>
  - <sup>5</sup> Clapp, 2012; Howard, 2016b.
  - <sup>6</sup> KPMG, 1999. Mergers and Acquisitions. A Global Research Report, 1999. URL <http://people.stern.nyu.edu/adamodar/pdfiles/eqnotes/KPMGM&A.pdf>
  - <sup>7</sup> McKinsey Global Institute, Playing to win: The new global competition for corporate profits, 2015. URL: [http://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Business%20Functions/Strategy%20and%20Corporate%20Finance/Our%20Insights/The%20new%20global%20competition%20for%20corporate%20profits/MGI%20Global%20Competition\\_Executive%20Summary\\_Sep%202015.ashx](http://www.mckinsey.com/~media/McKinsey/Business%20Functions/Strategy%20and%20Corporate%20Finance/Our%20Insights/The%20new%20global%20competition%20for%20corporate%20profits/MGI%20Global%20Competition_Executive%20Summary_Sep%202015.ashx)
  - <sup>8</sup> Madeleine Fairbairn, " 'Like gold with yield': evolving intersections between farmland and finance", *The Journal of Peasant Studies*, vol. 41:5, pp. 777-795, 2014. DOI: 10.1080/03066150.2013.873977
  - <sup>9</sup> Lutz Goedde, Maya Horii, Sunil Sanghvi, "Pursuing the global opportunity in food and agribusiness", McKinsey & Company, juillet 2015. URL: <http://www.mckinsey.com/industries/chemicals/our-insights/pursuing-the-global-opportunity-in-food-and-agribusiness>
  - <sup>10</sup> Fuglie, K., Heisey, P., King, J., Pray, C., Day-Rubenstein, K., Schimmelpfennig, D., Wang, S.L., Karmarkar-Deshmukh, R. *Research Investments and Market Structure in the Food Processing, Agricultural Input, and Biofuel Industries Worldwide*, USDA, Economic Research Service, décembre 2011.
  - <sup>11</sup> Groupe ETC, *Breaking Bad: Big Ag Mega-Mergers in Play Dow + Dupont in the Pocket? Next: Demonsanto?* ETC Communiqué, n°115, décembre 2015. URL : [http://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc\\_breakbad\\_23dec15.pdf](http://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/files/etc_breakbad_23dec15.pdf)
  - <sup>12</sup> Fuglie et al., 2011.  
American Antitrust Institute, Transgenic Seed Platforms: Competition Between a Rock and a Hard Place? White Paper, 23 octobre 2009. URL: [https://www.antitrustinstitute.org/sites/default/files/AAI\\_Platforms%20and%20Transgenic%20Seed\\_102320091053.pdf](https://www.antitrustinstitute.org/sites/default/files/AAI_Platforms%20and%20Transgenic%20Seed_102320091053.pdf)
-

Matthew Wilde, Independent seed companies a dying breed. WCFC Courier; 31 mai 2009. URL [http://wfc Courier.com/business/local/independent-seed-companies-a-dying-breed/article\\_7cef1ffc-b0bb-56a8-8d83-faf894bf76ad.html](http://wfc Courier.com/business/local/independent-seed-companies-a-dying-breed/article_7cef1ffc-b0bb-56a8-8d83-faf894bf76ad.html)

- <sup>13</sup> Groupe ETC, 2015.
- <sup>14</sup> Manuel A. Hernandez, Maximo Torero, "Market concentration and pricing behavior in the fertilizer industry: a global approach", *Agricultural Economics*, vol. 44.6, pp. 723-734, 2013.
- <sup>15</sup> Hernandez & Torero, 2013.
- <sup>16</sup> Emiko Terazono, "Fertilizer price declines hit M&A among crop nutrient groups", *The Financial Times*, 6 avril 2016. URL: <https://www.ft.com/content/a53de630-fb50-11e5-b3f6-11d5706b613b>
- <sup>17</sup> Purdue University Centre for Commercial Agriculture, 2016. Purdue Agricultural Economics Report, décembre 2016.
- <sup>18</sup> IPES-Food, *From uniformity to diversity: a paradigm shift from industrial agriculture to diversified agroecological systems*, Panel international d'experts sur les systèmes alimentaires durables, Bruxelles, 2016.  
Tony Weis, *The ecological hoofprint: The global burden of industrial livestock*. London: Zed Books Ltd, 2013.
- <sup>19</sup> Informa UK, Animal Pharm, Top 50 Companies: 2015 Edition.
- <sup>20</sup> PricewaterhouseCoopers, *Animal Health Strategy Playbook for an Evolving Industry*. Août 2015.
- <sup>21</sup> Brian L. Buhr, Derald Holtkamp, Steve Sornsen, "Healthy Competition in the Animal Health Industry", *Choices*, 26(1), 2011. URL: <http://www.choicesmagazine.org/magazine/article.php?article=164>
- <sup>22</sup> ETC, 2015.
- <sup>23</sup> Kana Inagaki, "Yamaha aims to unlock US and EU markets with agricultural drone", *Financial Times*, 05 juillet 2015. URL <https://next.ft.com/content/626684e2-2181-11e5-aa5a-398b2169cf79>
- <sup>24</sup> Rabobank, *Contraction Today, Consolidation Tomorrow?* Septembre 2015. URL [https://research.rabobank.com/far/en/sectors/farm-inputs/contraction\\_today.html](https://research.rabobank.com/far/en/sectors/farm-inputs/contraction_today.html)
- <sup>25</sup> Sophia Murphy, David Burch, Jennifer Clapp, *Cereal Secrets: The world's largest grain traders and global agriculture*. *Oxfam Research Reports*. URL: <https://www.oxfam.org/sites/www.oxfam.org/files/rr-cereal-secrets-grain-traders-agriculture-30082012-en.pdf>
- <sup>26</sup> Murphy *et al.*, 2012
- <sup>27</sup> Clapp, 2015.
- <sup>28</sup> ETC, 2015.
- <sup>29</sup> Carolyn Heneghan, "Why mergers and acquisitions are increasing", *Food Dive*, 2015. URL: <http://www.fooddive.com/news/why-mergers-and-acquisitions-are-increasing/403440/>
- <sup>30</sup> Marvin L. Hayenga, M, V. J. Rhodes, Glenn A. Grimes, John D. Lawrence, *Vertical Coordination in Hog Production*, GIPSA-RR 96-5, mai 1996.

- Ministère américain de l'Agriculture (USDA), Hogs and Pigs. USDA National Agricultural Statistical Service, mars 2010.
- <sup>31</sup> Ministère américain de l'Agriculture (USDA), *Retail Trends*. 12 octobre 2016. URL: <https://www.ers.usda.gov/topics/food-markets-prices/retailing-wholesaling/retail-trends/>
- <sup>32</sup> Lauren Gensler, "The World's Largest Retailers 2016: Wal-Mart dominates but Amazon is Catching Up", *Forbes.com*, 2016. URL: <http://www.forbes.com/sites/laurengensler/2016/05/27/global-2000-worlds-largest-retailers/#66991c1329a9>
- <sup>33</sup> Commission européenne, *The economic impact of modern retail on choice and innovation in the EU food sector*, 2014. URL: <http://ec.europa.eu/competition/publications/KD0214955ENN.pdf>
- <sup>34</sup> National Retail Federation, 2017 Top 50 e-Retailers Chart, 2017. URL: <https://nrf.com/2017-top-50-e-retailers-chart>
- <sup>35</sup> Kantar Worldpanel, *Accelerating the Growth of E-Commerce in FMCG*, 2015. URL: <https://www.kantarworldpanel.com/global/News/FMCG-online-sales-to-reach-130-billion-by-2025>
- <sup>36</sup> IGD, "China dominates in global online grocery markets", juin 2015. URL: <https://www.igd.com/articles/article-viewer/t/china-dominates-global-online-grocery-markets/i/15891>
- <sup>37</sup> Fuglie et al., 2011.  
Gary Schnitkey, Sarah Sellars, Growth Rates of Fertilizers, Pesticides, and Seed Costs over time, *Farmdoc daily* (6):130, Department of Agricultural and Consumer Economics, 2016. University of Illinois at Urbana-Champaign, 12 juillet 2016.
- <sup>38</sup> Parlement européen, Rapport du Parlement européen sur la chaîne de distribution des intrants agricoles : structure et implications (2011/2114(INI)), rapporteur José Bové, 2011. URL: <http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+REPORT+A7-2011-0421+0+DOC+XML+V0//FR>
- <sup>39</sup> Henry Bryant, Aleksandre Maisashvili, Joe Outlaw, James Richardson, *Effects of Proposed Mergers and Acquisitions Among Biotechnology Firms on Seed Prices*. Agricultural and Food Policy Center, and Texas A&M University, septembre 2016. URL: [www.afpc.tamu.edu/pubs/0/675/WP\\_16-2.pdf](http://www.afpc.tamu.edu/pubs/0/675/WP_16-2.pdf)
- <sup>40</sup> National Chicken Council (Etats-Unis), 2012. *Vertical Integration. What it is - and why it's good for the chicken industry... and you*, Site web du National Chicken Council, 2012. URL: <http://www.nationalchickencouncil.org/industry-issues/vertical-integration/>
- <sup>41</sup> Sarah Rotz, Evan D. G. Fraser, "Resilience and the industrial food system: analyzing the impacts of agricultural industrialization on food system vulnerability", *Journal of Environmental Studies and Sciences* 5.3, pp. 459-473, 2015.
- <sup>42</sup> Anthony Esposito, "Addicted to antibiotics, Chile's salmon flops at Costco, grocers", *Reuters*, 23 juillet 2015. URL: <http://www.reuters.com/article/us-chile-salmon-antibiotics-feature-idUSKCN0PX11G20150723>
- <sup>43</sup> Ministère américain de l'Agriculture (USDA), *Financial Year 2013: Budget Summary and Annual Performance Plan*, 2013. URL: <https://www.obpa.usda.gov/budsum/FY13budsum.pdf>
- <sup>44</sup> J. Piesse, C. Thirtle, "Agricultural R&D, technology and productivity", *Philosophical Transactions of the Royal Society of London B: Biological Sciences* 365, 3035-3047, 2010. doi:10.1098/rstb.2010.0140
-

- 45 Sam Fujisaka, David Williams, Michael Halewood, *The impact of climate change on countries' interdependence on genetic resources for food and agriculture*, FAO, Commission on Genetic Resources for Food and Agriculture, Background Study Paper n° 48, 7, avril 2011. URL: <http://www.fao.org/tempref/docrep/fao/meeting/017/ak532e.pdf>
- 46 Philip H. Howard, *Organic Industry Structure: Acquisition & Alliances, Top 100 Food Processors in North America*, 2016a. URL: <https://msu.edu/%7Ehowardp/organicindustry.html>
- 47 FAO, *Harvesting Nature's Diversity – Biodiversity to nurture people*, 1993. URL: <http://www.fao.org/docrep/004/v1430e/v1430E00.htm#TOC>
- 48 La plantation d'un "refuge" de maïs non-Bt est conçue pour empêcher ou retarder la résistance des ravageurs aux hybrides Bt en augmentant la probabilité que des insectes résistants puisse s'accoupler avec d'autres, non-résistants (issus des zones non-Bt); la progéniture qui en résulte ne présenterait pas de résistance.
- 49 Joe Sandler Clarke, "Child labour on Nestlé farms: chocolate giant's problems continue", *The Guardian*, 2 septembre 2015. URL: <https://www.theguardian.com/global-development-professionals-network/2015/sep/02/child-labour-on-nestle-farms-chocolate-giants-problems-continue>  
Kate Hodal, "Nestlé admits slave labour risk on Brazil coffee plantations", *The Guardian*, 2 mars 2015. URL: <https://www.theguardian.com/global-development/2016/mar/02/nestle-admits-slave-labour-risk-on-brazil-coffee-plantations>
- 50 Jesse Eisinger, Justin Elliott, "These Professors Make More Than a Thousand Bucks an Hour Peddling Mega-Mergers", 16 novembre 2016. URL: <https://www.propublica.org/article/these-professors-make-more-than-thousand-bucks-hour-peddling-mega-mergers>
- 51 *The Economist*, "American politics: Lobbyists go underground. An apparent drop in their numbers is an illusion". *The Economist*, édition web étasunienne, 1<sup>er</sup> septembre 2017. URL: <https://www.economist.com/news/united-states/21727894-apparent-drop-their-numbers-illusion-lobbyists-go-underground>
- 52 Lee Drutman, Steven Teles, "Why Congress Relies on Lobbyists Instead of Thinking for Itself", *The Atlantic*, 10 mars 2015. URL: <https://www.theatlantic.com/politics/archive/2015/03/when-congress-cant-think-for-itself-it-turns-to-lobbyists/387295/>
- 53 Desmond McNeill, Pepita Barlow, Carolyn Deere Birkbeck, Sakiko Fukuda-Parr, Anand Grover, Ted Schrecker, David Stuckler, "Trade and investment agreements: Implications for health protection", *Journal of World Trade*, ISSN 1011-6702. 51(1), pp 159-182, 2017.  
Murphy et al., 2012.
- 54 Howard Mann, ISDS: Who wins more, investors or states? IISD, 2015. URL: [http://www.iisd.org/itn/wp-content/uploads/2015/06/itn-breaking-news-june-2015-isds-who-wins-more-investors-or-state.pdf?utm\\_source=lists.iisd.ca&utm\\_medium=email&utm\\_campaign=ITN+Breaking+News+Analysis+-+ISDS:+Who+Wins+More,+Investors+or+States](http://www.iisd.org/itn/wp-content/uploads/2015/06/itn-breaking-news-june-2015-isds-who-wins-more-investors-or-state.pdf?utm_source=lists.iisd.ca&utm_medium=email&utm_campaign=ITN+Breaking+News+Analysis+-+ISDS:+Who+Wins+More,+Investors+or+States)
- 55 Corporate Europe Observatory, *The zombie ISDS: Rebranded as ICS, rights for corporations to sue states refuse to die*, mars 2016. URL: [https://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/the\\_zombie\\_isds\\_0.pdf](https://corporateeurope.org/sites/default/files/attachments/the_zombie_isds_0.pdf)
- 56 Groupe ETC, 2009. *Retooling the planet*. Report for Swedish Society for Nature Conservation, décembre 2009. URL: [http://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/publication/pdf\\_file/Retooling%20the%20Planet%201.2.pdf](http://www.etcgroup.org/sites/www.etcgroup.org/files/publication/pdf_file/Retooling%20the%20Planet%201.2.pdf)
-



Avec le soutien de Bread for the World et Misereor